



Théorie du ruissellement: toujours + pour les plus riches

- d'impôts

Lorsque nous devons nous acquitter d'une taxe, cela a tendance à ne pas vraiment nous réjouir. Et pourtant, bien que désigné comme notre ennemi à abattre, est ce que l'impôt ne serait pas plutôt notre plus fidèle allié ? A quoi ressemblerait notre quotidien, notre société sans lui ? Sa suppression profiterait-elle aux plus riches ou aux plus humbles ?

Beaucoup d'observateurs bien peu impartiaux ne cessent de vouloir comparer les prélèvements obligatoires français (jugés beaucoup trop importants) avec les autres pays, mais ils omettent systématiquement de comparer la qualité des services publics ou encore le niveau de protection sociale avec ces mêmes états.

On ne peut valablement faire de comparatif que si on met dans la balance à la fois les dépenses fiscales avec les services, ou prestations qu'ils nous apportent chaque jour.

- de services publics

Moins de prélèvements, cela veut dire moins d'écoles, moins d'hôpitaux, moins de transports en communs, moins d'accès à la culture et au sport, moins de routes, moins de sécurité... Moins d'impôts cela veut dire aussi des services de moins bonne qualité et qui deviendront partiellement ou totalement payants.

- de redistribution

Le système fiscal devrait permettre de collecter des recettes en fonction des capacités financières de chacun et de redistribuer celles-ci en fonction des besoins de tous. Cela peut prendre la forme de services publics, d'aides, de prestations et d'allocations... - d'impôt = encore plus d'inégalités entre les plus riches et les plus pauvres.

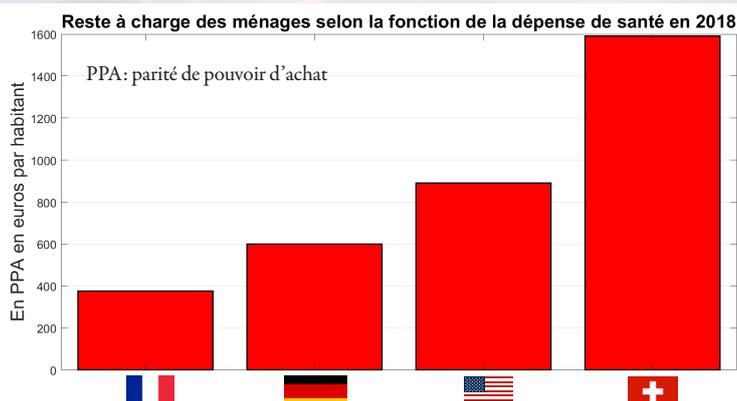
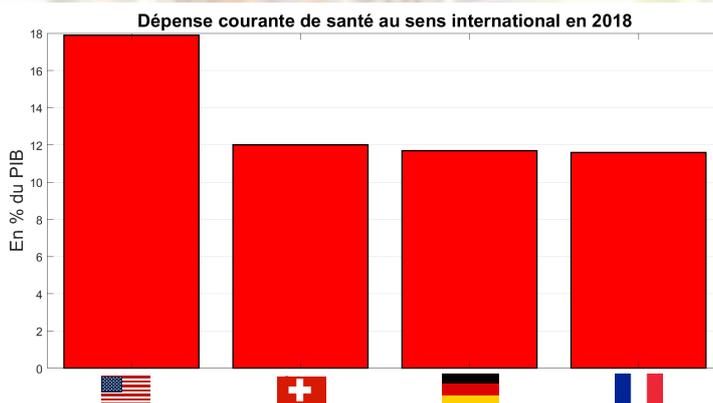
- pour la majorité

A court terme une baisse de la fiscalité peut paraître alléchante. Pourtant en l'absence de recettes fiscales, ce sont autant de services gratuits que nous devons financer individuellement. L'immense majorité de la société a tout à y perdre. Mutualiser et mettre en commun nos richesses profitent à tous et permettent à la communauté de réaliser des économies.

+ pour les riches

Les seuls à tirer un bénéfice économique immédiat des baisses d'impôts sont les plus riches. En matière d'impôt sur le revenu, plus de 2/3 des niches fiscales profitent au 10 % les plus riches. Ils sont financièrement plus aptes à palier la disparition d'un service public, plus de piscines municipales pas grave, j'en construis une dans mon jardin !

Comparaisons internationales des dépenses de santé



Quel Bilan tirer du 1er quinquennat Macron ?

Qu'en est-il du fameux ruissellement théorisé par E. Macron ? Premier bilan à chaud entre 2017 et 2022 : selon l'institut des politiques publiques, les 5% des ménages les plus modestes ont vu leur pouvoir d'achat baisser de 0,5 %. Dans le même temps, les 1 % les plus riches ont vu celui-ci augmenter de 2,8 %, record pour les 0,1 % les plus fortunés qui ont eux enregistrés un accroissement de leur pouvoir d'achat de 4,1 % durant le quinquennat.

Rien de bien étonnant à cela ! Un florilège de mesures fiscales ont affaibli les finances publiques au profit du portefeuille des plus riches :

Sur le front des entreprises le CICE, qui coûte chaque année plus de 20 Milliards d'euros, est une niche fiscale bien peu rentable au regard du nombre extrêmement faible d'emplois que cette mesure a préservé. Elle a été depuis transformée

en niche sociale, ce qui a fait grimper le total de celles-ci à 100 milliards d'euros sans que leur impact et leur efficacité économique ne soient mesurés.

Dans le même temps, le taux de l'impôt sur les sociétés est passé de 33,3 % en 2017 à 25 % pour un coût à la collectivité estimé à 11 milliards d'euros. Cette baisse ne concerne pas les petites et moyennes entreprises soumises à un taux réduit, mais a bénéficié principalement aux plus grandes entreprises qui ont pu ainsi verser massivement des dividendes aux riches rentiers.

LES RENTIERS, PARLONS EN !

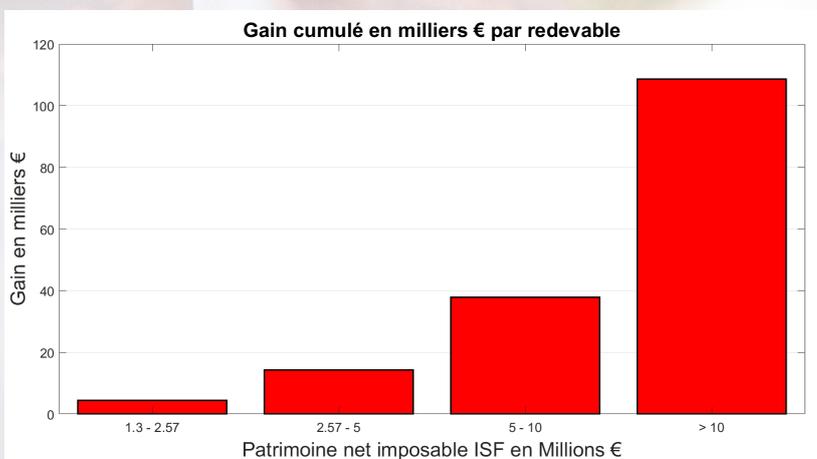
Le Prélèvement Fiscal Unique mis en place permet de ne plus imposer les revenus financiers au barème progressif de l'impôt sur le revenu (pouvant atteindre 45 %) mais d'appliquer un taux forfaitaire.

Le taux global du PFU est de 30 %, incluant 12,8 % au titre de l'impôt sur le revenu et 17,2 % au titre des prélèvements sociaux.

Si cette mesure n'a pas eu d'effet notable sur l'investissement productif, il a fait le bonheur des 0,1 % de foyer qui bénéficient de 2/3 de l'ensemble des dividendes versés.

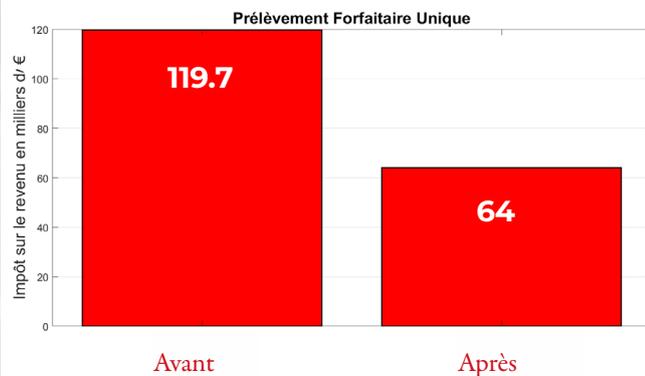
Enfin le remplacement de l'ISF par l'impôt sur la fortune immobilière a encore une fois sans surprise profité à plein aux plus gros détenteurs de patrimoine. La commission des finances du sénat a d'ailleurs conclu que les effets conjugués du PFU et de l'IFI avait conduit à la conséquence suivante : « les 100 premiers contribuables à l'ISF gagneront chacun, en moyenne, 582.380 euros par an. Pour les 1.000 premiers contribuables, le gain moyen lié au PFU s'élèvera à 172.220 euros par an »

Redevables assujettis à l'ISF en 2017 et exonérés d'ISF en 2018



Mise en place du Prélèvement forfaitaire unique

Prenons l'exemple d'un riche contribuable qui perçoit 500 000€ de dividendes



LES IMPÔTS PROGRESSIFS

La déclaration des droits de l'homme et du citoyen prévoit que chacun contribue à hauteur de ses moyens. C'est dans cet esprit qu'est construit l'impôt sur le revenu (principal impôt progressif du système fiscal français), l'imposition augmentant progressivement en fonction des revenus. Pourtant si ce mode d'imposition paraît, à l'évidence, le plus juste, il est largement minoritaire (moins de 25% des recettes fiscales de l'état). Il est en plus sans cesse affaibli et remis en cause pour le plus grand bonheur des plus riches.

LES IMPÔTS PROPORTIONNELS

La TVA est le principal impôt proportionnel. Contrairement aux impôts progressifs, elle ne prend pas en compte les ressources du contribuable. Un même

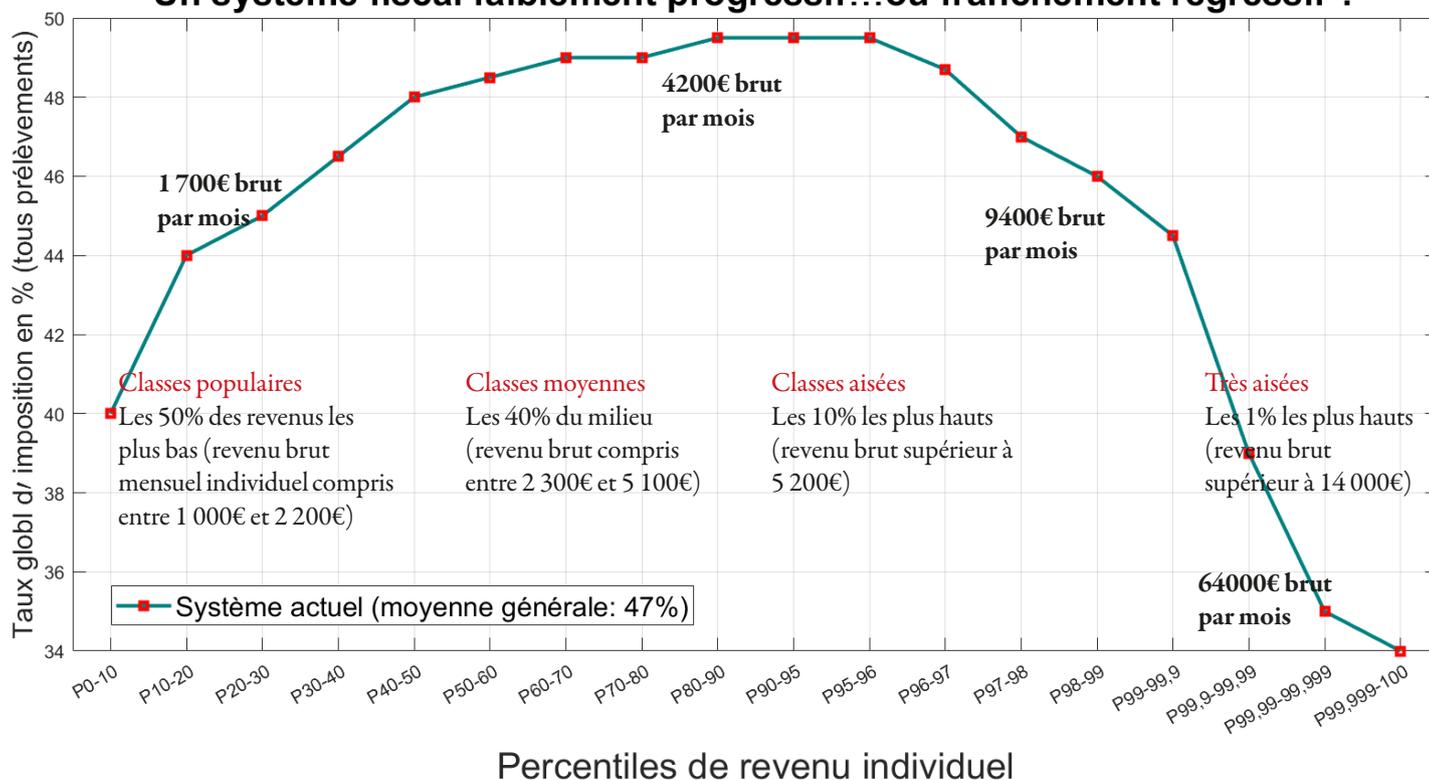
taux d'imposition s'applique que l'on soit très riche ou très pauvre. En proportion des revenus qui sont à notre disposition, plus les rémunérations augmentent et plus la part d'impôt à payer baisse. On peut donc qualifier ce système de dégressif. En clair plus on est riches, et moins on contribue. Aussi aberrant et injuste qu'il y paraisse c'est pourtant le type d'imposition le plus répandu et en constante augmentation du système fiscal français.

Un couple gagnant chacun le SMIC et ayant deux enfants à charge ne paye pas d'impôt sur le revenu. Pourtant ils payent par an plusieurs milliers d'euros d'impôts, notamment la TVA payée à la caisse du supermarché ou encore d'innombrables taxes à la pompe à essence, sur les factures d'électricité etc... Par rapport à leur niveau de revenus, ce couple paye une proportion d'impôts plus importante que le pourcentage de la population la plus riche.

Le système fiscal français est donc structurellement très favorable aux plus riches et aux détenteurs de capitaux et de patrimoine au détriment des travailleurs et de l'ensemble de la société. Mais encore insatisfaits de cette situation, un grand nombre de délinquants fiscaux passe aux travers des mailles du filet de services fiscaux exsangues ayant subi depuis 20 ans une diminution d'effectifs de près de 30%. Le montant de l'évitement fiscal est estimé à plus de 80 Milliards d'euros chaque année sans que des mesures fortes en terme de renforcement d'effectifs de contrôle et de moyens législatifs aient été prises. Le gouvernement voudrait nous préparer à une cure d'austérité dont la réforme du système de retraite serait un préambule.

Pourtant, bien d'autres solutions existent pour au contraire rendre notre société plus juste et redonner les moyens de répondre aux besoins de toutes et tous.

Un système fiscal faiblement progressif...ou franchement régressif ?



Lecture: le graphique montre le taux global d'imposition (incluant tous les prélèvements) par groupe de revenus au sein de la population 18-65 ans travaillant à au moins 80% du plein temps. P0-10 désigne les percentiles 0 à 10, c'est-à-dire les 10% des personnes avec les revenus les plus faibles, P10-20 les 10% suivants, ..., P99,999-100 désigne les .001% les plus riches. La moyenne générale d'imposition est de 47% en moyenne. Les taux d'imposition croissent légèrement avec le revenu jusqu'au 95e percentile puis baissent avec le revenu pour les 5% les plus riches.

Source: C. Landais, T. Piketty & E. Saez, Pour une révolution fiscale, chapitre 1, p.50

Quelles solutions ?

+ Traquer les fraudeurs

Juguler la fraude fiscale résoudrait pour partie la problématique du déficit public. Pour ce faire, il faut renforcer l'arsenal juridique et durcir les sanctions à infliger aux fraudeurs. Mais il faut également et surtout recruter des agents des finances pour lutter efficacement contre ce fléau. Il convient également de protéger davantage les lanceurs d'alertes.

+ Emprunter directement à la BCE

Pour rembourser sa dette, la France est contrainte d'emprunter sur les marchés financiers. Alors que la BCE inonde ces mêmes marchés de liquidités, les états sont contraints de contracter des prêts assortis d'intérêts. Le remboursement de ces seuls intérêts coûte environ 40 milliards d'euros chaque année à l'État Français. Permettre de se financer directement auprès de la BCE permettrait de financer par exemple des services publics plutôt que d'enrichir les spéculateurs.

- de niches fiscales et sociales

Les niches fiscales et sociales, ensemble de mesures permettant « l'optimisation fiscale », coûtent plus de 150 Milliards d'euros à la France chaque année. Aucune analyse n'a pu démontrer que ces mesures, qui bénéficient très majoritairement aux plus riches et aux très grands groupes, avaient un impact quelconque sur l'économie réelle. Il conviendrait donc d'entreprendre une véritable évaluation de celles-ci et de circonscrire ces aides à celles démontrant une utilité sociale, économique ou environnementale.

+ d'impôts progressifs

Comme nous l'avons vu précédemment, pour que le système fiscal soit plus juste, il faut favoriser l'application d'impôts progressifs (impôts taxant les contribuables en fonction de leurs ressources). Il convient donc de renforcer la place de l'impôt sur le revenu, notamment en augmentant les taux pour les plus hauts revenus et en réduisant les niches fiscales, afin d'en faire un grand impôt citoyen, qui serait le socle du système fiscal. Il est également nécessaire de réintroduire un impôt sur la fortune progressif afin de réduire les inégalités, limiter l'accumulation de patrimoine improductif et de redistribuer les richesses.

- d'impôts proportionnels

A l'inverse il s'agit de réduire l'influence des impôts proportionnels comme la TVA. Ceux-ci sont injustes car leur impact sur le budget des ménages est inversement proportionnel aux revenus perçus. Il faut donc, entre autre, réduire le poids de la TVA en baissant le taux normal de 20 à 15%, et en supprimant la TVA sur les produits de première nécessité.

+ Taxer le capital, - le travail

Chacun constate une financiarisation outrancière de l'économie. Le chômage gangrène la société, les salaires stagnent pendant que les versements de dividendes explosent. Et pourtant les revenus du capital sont moins taxés que les revenus du travail. En clair, cela oriente les bénéfices des entreprises vers les actionnaires plutôt que vers les salariés. Il faut donc au contraire plus taxer le capital que le travail pour réorienter les profits vers l'emploi et les salaires.

